



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **02 AVR. 2026**

Cellule Risques Anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2026-018-DREAL du **02 AVR. 2026**

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°17.018N du 2 février 2017 actualisant les prescriptions applicables à la société OWENS CORNING FIBERGLASS FRANCE pour son usine de fabrication de fibre de verre sur la commune de LAUDUN L'ARDOISE

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- Vu** le décret du président de la république en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n°30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2791 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°17-018N du 2 février 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à la société Owens Corning Fiberglass France pour son usine de fabrication de fibres de verre sur la commune de Laudun l'Ardoise ;

- Vu** le donné acte de Monsieur le préfet du Gard du 11 juillet 2025 relatif à la production d'hydrogène sur le site de Laudun par électrolyseur pour alimentation d'un four en hydrogène ;
- Vu** la décision n°DREAL-UID30-2024-006 de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement datée du 12 août 2024 ;
- Vu** le porter à connaissance relatif à la mise en place d'une unité de recyclage des rebuts de fibre de verre transmis par courrier du 9 juillet 2024 et complété successivement les 3 juin 2025, 12 décembre 2025 et 2 mars 2026 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 17 novembre 2025 actualisation les volumes d'activité relatifs aux rubriques ICPE n° 2921 relative au refroidissement évaporatif et n° 1185-2 relative à l'emploi de gaz fluorés ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 13 mars 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 13 mars 2026 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations faites les 13 mars 2026 et 19 mars 2026 de la société OWENS CORNING FIBERGLASS FRANCE sur le projet d'arrêté préfectoral transmis dans le cadre de la procédure dite « contradictoire » ;

CONSIDÉRANT que la société OWENS CORNING FIBERGLASS FRANCE est actuellement autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de LAUDUN L'ARDOISE les installations de fabrication de fibres de verre au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis les éléments d'appréciation relatif aux modifications projetées de l'installation et de son mode d'exploitation concernant la mise en place d'une unité de recyclage des rebuts internes de fibre de verre ainsi que les déchets externes de fibres de verre en provenance exclusivement des clients de l'usine de Laudun et d'autres usines du groupe ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit une capacité de recyclage maximale de ces déchets externes inférieure à 10 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que ce recyclage en vue de la réintroduction dans le process sur le site de Laudun nécessite la préparation de la matière au sein d'une nouvelle unité au regard de la sensibilité du process de fabrication de fibre de verre ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle unité de recyclage conduit à la modification du régime de classement au titre de la rubrique ICPE n° 2515 relative au « broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels » la faisant passer du régime de la déclaration au régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que le projet engendre en conséquence un franchissement de seuils figurant dans le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement et qu'il a fait l'objet d'un examen au cas par cas ayant fait l'objet d'une décision de dispense d'étude d'impact en date du 12 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet doit, dans ces conditions, respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2515 de la nomenclature ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que selon la note d'application de la Direction Générale de la Prévention des Risques d'avril 2022 relative à la nomenclature des ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets, pour les établissements utilisant des déchets comme matières premières, le projet relève également de la rubrique ICPE 2791 « Installation de traitement de déchets non dangereux » sous le régime de la déclaration pour une quantité de déchets traités inférieure à 10 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que le projet doit dans ces conditions respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 de la nomenclature ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit mettre en place des mesures organisationnelles pour le suivi de la quantité, la qualité et la conformité des déchets externes de fibres de verre entrants sur son site de Laudun ;

CONSIDÉRANT que les évolutions du site présentées par l'exploitant dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées à l'installation ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement des rubriques ICPE du site et qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°17-018N du 2 février 2017 susvisé pour tenir compte des évolutions envisagées permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publiques et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTÉ

Article 1 – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société OWENS CORNING FIBERGLAS FRANCE sur son site industriel situé sur le territoire de la commune de Laudun l'Ardoise sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral 2005n°17-018N du 2 février 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Désignation de l'installation	Caractéristiques	N° de la rubrique	Régime (1) (A,E,D ou DC)
Fabrication et travail du verre	Capacité de production : 94 170 t/an soit 258 t/j	2530-2a	A
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	258 t/j	3330	A
Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes /jour	Capacité de fusion : 94 170 t/an 258 t/j	3340	A
Installation de stockage de déchets non dangereux	Mise en décharge de déchets de fibre de verre (8475 t/an)	2760-2	A
Installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	8 475 t/an soit 40 t/j	3540	A
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle enduit... sur support quelconque.	Application d'ensimage sur les fibres de verre par enduction et séchage en étuve : quantité maximale susceptible d'être utilisée : 34 m3/j	2940-2a	A
Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.	4 TAR de 3,75 MW 1 TAR de 2,197 MW 1 TAR de 1,934 MW Puissance totale : 19,131 MW et 3 TAR de secours : 9 MW	2921-a	E

La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.			
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels	Puissances installées totales : 447 kW	2515-1-a	E
Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique.	1 générateur d'air chaud de 1 400 kW 1 générateur d'air chaud de 600 kW 1 générateur d'air chaud de 1 000 kW 1 groupe électrogène de secours de 320 kW 1 chaudière à condensation instantanée de 423 kW 1 chaudière à condensation instantanée de 982 kW Soit au total une puissance thermique de 4 725 kW	2910-A2	DC
Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (UE) n°517/2014 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009	4 groupes frigorifiques, pompes à chaleur et petites climatisations Quantité totale : 1 301,73 kg	1185-2a	DC
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971	Quantité de déchets traités strictement inférieure à 10 t/j (2)	2791-2	DC
Hydrogène (numéro CAS 133-74-0).	Projet livraison stockage : 950kg Projet électrolyseur : 52 kg	4715-2	D
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Volume susceptible d'être présent dans l'installation strictement inférieur à 250 m3	2715	NC

(1) A=Autorisation ; E : Enregistrement, D=Déclaration ; C = Contrôle périodique

(2) Cette capacité ne concerne que le flux des déchets externes de fibre de verre utilisés sur l'unité de recyclage de fibre de verre, et non les rebuts de fabrication internes au site de Laudun. On entend par déchets externes les déchets de fibre de verre de renforcement acceptables en vue du recyclage

Article 3 - Déchets externes de fibre de verre

L'exploitant met en place une procédure pour le suivi de la quantité, la qualité et la conformité des déchets de fibres de verre entrants sur le site de Laudun pour intégration sur l'unité de recyclage de fibre de verre.

Le volume de stockage de ces déchets externes de fibres de verre sur le site de Laudun reste inférieur à 250 m³.

Article 4 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les arrêtés suivants sont applicables à l'unité de recyclage de fibre de verre :

- l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515-1a) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791.

Article 5 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

Article 6 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Laudun L'Ardoise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à OWENS CORNING FIBERGLASS FRANCE.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

